



MOMAR-COUMBA DIOP, MAMADOU DIOUF ET AMINATA DIAW

LE BAOBAB A ÉTÉ DÉRACINÉ. L'ALTERNANCE AU SÉNÉGAL

LA PLUPART DES OBSERVATEURS DE LA VIE POLITIQUE SÉNÉGALAISE CRAIGNAIENT UNE EXPLOSION DE VIOLENCE, VOIRE UN COUP D'ÉTAT, À L'OCCASION DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL DE MARS 2000. OR, C'EST À UNE ALTERNANCE PACIFIQUE ET HISTORIQUE QUE L'ON A ASSISTÉ, METTANT FIN À QUARANTE ANS D'HÉGÉMONIE DU PARTI SOCIALISTE. CET ARTICLE EXAMINE LES RAISONS DE LA DÉFAITE D'ABDOU DIOUF ET LES DÉFIS QUE DEVRA RELEVER LA NOUVELLE ÉQUIPE DU PRÉSIDENT WADE.

Le 19 mars 2000, lors du second tour¹ de l'élection présidentielle, la coalition de partis politiques regroupés au sein du Front pour l'alternance (FAL²) mis sur pied le 7 mars 2000 pour soutenir la candidature d'Abdoulaye Wade, mettait fin au long règne du Parti socialiste. Pour reprendre le mot d'un homme politique sénégalais, « l'opposition venait de déraciner un baobab ». Battu par son vieux rival, le président Abdou Diouf reconnaissait rapidement sa défaite et acceptait l'alternance, au grand soulagement de la population et des observateurs étrangers qui craignaient un blocage du processus électoral et un déchaînement de la violence.

Ces élections ont en effet été organisées dans un climat de très forte tension, marqué notamment par le coup d'État militaire contre le régime d'Henri Konan Bédié en Côte d'Ivoire. L'issue de la crise ivoirienne a eu beaucoup d'échos au Sénégal, où une partie de la population, convaincue que l'alternance était irréalisable par la voie des urnes, rêvait d'un Robert

1. Lors du premier tour, Abdoulaye Wade, soutenu par les partis de la « gauche » sénégalaise, avait obtenu 30,97 % des suffrages exprimés contre 41,33 % pour Abdou Diouf.

2. Ses principales composantes étaient la Coalition pour l'Alternance 2000, organisée autour d'Abdoulaye Wade, et la Coalition de l'espoir 2000 (Code 2000 And Defaraat Senegaal) dirigée par Moustapha Niasse.



Gueï sénégalais. La situation était d'autant plus tendue que le leader de l'opposition lui-même n'avait pas hésité, durant la campagne, à demander à l'armée de faire respecter la volonté de changement du peuple sénégalais en cas de fraude du pouvoir³. Dans un contexte marqué par une grogne croissante au sein de la troupe⁴ – qui réclamait les primes qui lui étaient dues dans le cadre de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minurca) –, cette sollicitation des militaires avait suscité une grande émotion et des interrogations quant à la stabilité future du pays. Les propos de Wade, de même que ceux des autres dirigeants de l'opposition demandant à leurs militants de lutter contre les fraudes électorales, s'inscrivaient bien entendu dans des procédures de dramatisation du contexte ; elles ont alimenté les prévisions d'apocalypse en cas de fraudes électorales, faisant craindre le pire aussi bien sur le plan interne que sur le plan international. Les affrontements qui eurent lieu pendant la campagne électorale à Rufisque, Saint-Louis, Thiès et dans d'autres localités, de même que les dispositions prises par les ambassades pour la sécurité de leurs ressortissants ainsi que la détermination des jeunes lors des « marches bleues » du PDS, ont encore accentué les prévisions « suicides ».

Outre ce contexte de forte incertitude, l'autre particularité de ces élections tenait au fait que leur date était tout aussi importante que leur objet. De 1960 jusqu'à son retrait du pouvoir, Léopold Sédar Senghor avait réussi à faire partager à ses compatriotes l'idée selon laquelle l'an 2000 serait le moment du décollage économique, de la justice sociale, de la démocratie, le rendez-vous du « donner et du recevoir ». La prophétie senghorienne était traduite dans cette expression merveilleusement naïve et optimiste, « *l'an 2000, atu natangé la* » (l'an 2000 sera une année faste), selon l'expression de l'artiste populaire Pacheco. La geste politique du Sénégal a fait de l'an 2000 l'aube d'un Sénégal faste, et Pacheco l'a rappelé à sa façon des années durant.

Contre les prévisions alarmistes des Cassandre de l'« africanisme », les élections de février-mars 2000 se sont soldées par une alternance paisible. On a ainsi assisté à l'issue pacifique de la crise qui secoue le Sénégal depuis les élections de 1988, et que Diouf avait tenté de gérer principalement par des manœuvres de décompression par le haut. L'extrême focalisation sur de telles procédures de décompression politique pour répondre aux demandes des représentants de la petite bourgeoisie urbaine voulant assurer la promo-

tion de leur propre personnel politique, a conduit à ne pas prêter attention aux mouvements sociaux qui contournent l'espace des partis politiques. Or, c'est de ce secteur que viendront les mouvements de contestation mettant en péril le régime et les plus forts soutiens au « *sopi* » (le « changement » en wolof) de maître Wade. Parallèlement, on a pu observer une forte mobilisation citoyenne, dont les jeunes ont été les principaux acteurs. Une telle mobilisation, conjuguée à l'absence de consignes de vote de la confrérie mouride et à l'érosion de celles données par de petits marabouts ou des membres de la hiérarchie de la confrérie tidjane, a fortement affaibli le pouvoir politique sénégalais.

L'effondrement du système politique patiemment mis en place par Léopold Sédar Senghor et entretenu par son successeur, malgré les dures contraintes liées aux politiques d'ajustement structurel et à des conflits d'intérêts, a surpris par son ampleur, en dépit des certitudes affichées *ex post* par de nombreux commentateurs. Pour comprendre une telle issue, il est indispensable, au-delà des aspects anecdotiques, des informations et confidences difficiles à vérifier de manière systématique, de reconstruire, sous forme condensée, les quelques faits marquants du parcours ayant conduit à la mise en échec d'Abdou Diouf.

L'ÉPUISEMENT D'UN MODE DE RÉGULATION POLITIQUE

L'espace dans lequel s'inscrit le successeur de Senghor est marqué par une trame largement décrite, successivement, dans *Le Sénégal sous Abdou Diouf*⁵ et *Sénégal. Trajectoires d'un État*⁶. Durant la construction de l'hégémonie de Diouf (et le renouvellement de la classe politique), la trajectoire sénégalaise

3. Lire la déclaration de M^e Wade, « L'armée et les jeunes doivent prendre leurs responsabilités », *Sud Quotidien*, 31 décembre 1999. Après la réaction de plusieurs hommes politiques se désolidarisant de tout appel à l'armée en vue de prendre le pouvoir et de la condamnation de ces propos par des officiels français, Wade a précisé sa pensée : « L'armée, ce serait l'échec de ma vie [...] mais cela ne veut pas dire qu'on laissera Diouf faire ce qu'il veut » (*Sud Quotidien*, 24 janvier 1999). Un peu avant les élections, il a à nouveau déclaré : « En cas de confiscation du pouvoir, l'armée doit prendre ses responsabilités » (*Sud Quotidien*, 18 février 2000).

4. Elle s'était notamment exprimée par une manifestation de jeunes soldats le 10 avril 1999. Pour plus de détails sur ces épisodes, lire *Wal Fadjri* (16 avril 1999).

5. M.-C. Diop et M. Diouf, *Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et société*, Paris, Karthala, 1990.

6. M.-C. Diop (dir.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, Codesria, 1992.



s'est poursuivie dans un contexte rythmé par les réformes économiques, qui s'accélérent durant les années 90. Les deux axes autour desquels s'ordonne le jeu politique sont alors, d'une part, la volonté manifeste de Diouf de rester « maître du jeu politique » et, d'autre part, celle d'Abdoulaye Wade, leader du PDS, de demeurer le principal animateur des alliances politiques. Prise entre ces deux volontés, l'opposition sénégalaise a été coincée tant dans sa capacité à proposer une alternative au régime PS qu'à penser les conditions et modalités de l'alternance politique. La question incontournable et insoluble à laquelle elle a dû faire face peut se résumer ainsi : comment sortir de la bipolarisation PS/PDS ? À cette question, différentes solutions ont été avancées par les partis de la gauche sénégalaise, laissant aux deux principaux acteurs, Wade et Diouf, la direction des opérations et l'initiative politique.

Depuis 1981, les réformes ou restructurations du PS ont soigneusement évité de remettre en cause la centralisation des pouvoirs. Tout en aidant à une redistribution des rôles au sein des factions, elles cherchaient, pour l'essentiel, à favoriser la constitution de mécanismes de décompression politique, après les tensions consécutives aux consultations électorales les plus significatives. Les élections de 1983 et de 1988 ont été les moments cruciaux de la construction du pouvoir de Diouf. Le contrôle de l'État assuré par le secrétariat général de la présidence de la République, placé sous l'autorité du ministre d'État Jean Collin, figure centrale de ce travail de recomposition, a en effet considérablement réduit l'autonomie et la capacité d'initiative des ministres et du Premier ministre.

Pendant les années 80, Jean Collin a ainsi joué un rôle de premier plan dans la consolidation du pouvoir de Diouf. Son rôle dans le dispositif de ce dernier n'était en rien indépendant ou concurrent du pouvoir présidentiel. Il avait deux fonctions essentielles : la protection du Président et l'élimination, sans état d'âme, des obstacles qui pouvaient (ou auraient pu) se dresser devant le nouveau Président. Sa connaissance des hommes et de l'appareil politique et administratif, ses capacités de travail méthodique tout comme ses relations avec Diouf le prédestinaient à ce rôle. Mais cette réussite est aussi, paradoxalement, à l'origine de sa chute. En lui construisant une identité politique au-dessus de celle de ses pairs dans le parti et le gouvernement, on lui taillait des habits de bouc émissaire. C'est précisément la fréquence des affrontements qui a obligé Jean Collin à sortir de son territoire de prédilection, l'ombre. En se présentant en première ligne, il devenait un homme

politique ordinaire devant gérer des arrangements quotidiens de « politique politicienne ». Sa vulnérabilité commença à s'étaler dans les journaux, avec les confidences savamment distillées par ses adversaires politiques et les attaques, de plus en plus précises, de la presse privée et de l'opposition politique.

Le limogeage de Jean Collin a provoqué une importante restructuration au sein de la direction politique et administrative de l'État. Dans ce cadre, la démarche politique de Diouf est comparable à celle du président Senghor lorsqu'il le nomma Premier ministre. Son option ne se fit pas en faveur des néo-notables du Parti socialiste, notamment des leaders politiques de la deuxième génération tels que Djibo Kâ, Robert Sagna ou Moustapha Niasse. Les bureaucraties se préoccupant avant tout d'assurer la promotion d'hommes jugés sûrs en fonction des intérêts du Prince, son choix porta sur la personne d'Ousmane Tanor Dieng. Celui-ci appliqua à son tour la méthode de Diouf avec les notables de son parti, après sa prise de fonction : la mise à l'écart des personnalités manifestant des velléités d'autonomie, économique ou politique. Cela s'est traduit par la nomination aux postes de commande de l'État et du Parti socialiste des hommes proches de Dieng ou permettant de tenir en respect certains de ses adversaires politiques au sein du PS. Mais, ce faisant, Diouf mettait au devant de la scène le segment le plus belliqueux et arrogant de la direction socialiste dont la devise était, s'aligner ou se faire écraser.

Cette situation a été à l'origine de tensions très fortes exercées sur les collaborateurs d'Ousmane Tanor Dieng. Cette pression paraît les avoir usés politiquement. En effet, ils ont dû contenir l'adversité désormais ouverte dans leur propre camp, notamment la résistance de certaines personnalités du PS à l'autorité de Dieng, tout en faisant face, au sein du gouvernement, aux critiques des opposants cooptés tentant, à certaines occasions, d'afficher leur différence.

Des tentatives de modernisation du PS ont bien été effectuées, mais Dieng et ses assistants n'ont pas montré un zèle particulier pour intensifier le processus démocratique ou lutter contre la corruption⁷, même si Diouf en avait fait ses principaux thèmes en 1981. Bien au contraire, une certaine insensibilité aux questions sociales a été notée. C'est pourquoi, malgré une nette

7. Commission de vérification et de contrôle des comptes et établissements publics (CVCCEP), *Rapport sur la Société nationale de recouvrement*, Dakar, 27 mars 1992.



dégradation des indicateurs sociaux depuis la dévaluation du franc CFA, aucun frein n'a été mis à la forte augmentation du train de vie de l'État⁸, à l'impunité concernant certains cas de détournement de deniers publics, à la résistance des grosses fortunes à payer les impôts, à la multiplication des institutions coûteuses destinées à reclasser le personnel politique (création d'un Sénat, de communes d'arrondissement ne disposant pas de ressources dignes de ce nom, croissance des postes dont les titulaires avaient un rang de ministres), ni à l'implication de membres de la famille présidentielle dans les affaires.

LA CLÔTURE DE LA CONSTRUCTION HÉGÉMONIQUE

Le Parti socialiste devait compter avec les conséquences, sur son propre système de domination, de la libéralisation renforcée de l'économie et de la lutte entre certaines de ses factions en vue de l'accès aux sites de pouvoir, de prestige et d'enrichissement.

En effet, dans les années 90, on a observé, parallèlement à la mise en œuvre d'une nouvelle génération de programmes d'ajustement structurel marqués par une libéralisation accentuée de l'économie, des réformes politiques qui ont accentué la division du personnel conduit par Abdou Diouf. Le Parti socialiste était ainsi victime des maux qui ont longtemps été ceux des partis d'opposition. Après un très long règne, il était affaibli par la fragmentation qui a longtemps été le fait des partis d'opposition. Cela s'est notamment manifesté par les dissidences de Djibo Kâ et Moustapha Niasse, qui ont fortement réduit les chances du PS en 2000. De son côté, en revanche, l'opposition a progressivement surmonté cette fragmentation, qui est sa donnée de structure, pour construire des alliances fortes ayant mis un terme à l'hégémonie du Parti socialiste.

La dévaluation du franc CFA a provoqué un renversement brutal de conjoncture, en multipliant les difficultés de trésorerie auxquelles la classe dirigeante devait faire face alors que l'homogénéité du personnel de direction de l'État devenait de plus en plus fragile. Dans ce cadre, des mesures vigoureuses ont été prises pour privatiser l'économie. Cette phase a été marquée par des luttes syndicales d'une grande dureté, suivies de l'emprisonnement de dirigeants comme Mademba Sock⁹ qui, durant les années 90, a été la principale voix dissonante d'un Sénégal où le maître mot était la privatisation.

Le démantèlement des interventions étatiques s'est accompagné d'une renégociation des compromis socio-économiques et politiques postcoloniaux qui permettaient le fonctionnement de l'ensemble national sénégalais, attisant du même coup les luttes d'intérêts¹⁰. La formule du mode de gouvernement de majorité présidentielle élargie, adoptée à la fin des années 80, a été l'un des instruments politiques des compromis retenus pour faire face à cette situation. Affaiblie par la crise politique et économique de la fin des années 80, la direction politique et économique de l'État y avait intérêt. Cette formule a en effet permis de contenir la contestation politique, notamment dans les centres urbains, mais elle a accéléré la rupture du compromis postcolonial sur lequel reposait le système sénégalien de domination. Désormais, les notables du PS étaient obligés d'apprendre à partager le pouvoir. Certains d'entre eux passaient au second rang, derrière d'anciens dirigeants de l'opposition.

L'entrée au gouvernement d'anciens opposants conduits par Abdoulaye Wade (PDS), Abdoulaye Bathily (LD/MPT) et Amath Dansokho (PIT) a rétréci la base et l'espace de jeu du personnel traditionnel du PS, particulièrement de celui ayant été promu après la démission de Senghor. Certains d'entre eux, issus de la gauche intellectuelle, ont établi avec le président Diouf des canaux de communication non contrôlés par le PS et par Dieng. Disposant ainsi de ressources leur permettant d'échapper, en partie, au verrouillage de l'appareil par Dieng et ses collaborateurs, ils participaient à un mouvement plus vaste de résistance à l'autorité de ce dernier, rassemblant

8. Ce manque de clairvoyance a été fatal à la direction du Parti socialiste. En effet, peu avant les élections, l'Assemblée nationale, avec son écrasante majorité socialiste, décidait d'augmenter de 150 000 francs CFA le salaire des députés. Rendue publique par la presse privée à une semaine du scrutin (*Wal Fadjri*, 19 février 2000), cette décision a porté un coup décisif au candidat socialiste. Entre les deux tours, Diouf a déclaré à la presse qu'il n'était pas au courant d'une telle décision.

9. À la tête du Syndicat unique des travailleurs de l'électricité (SUTELEC), Mademba Sock s'est fortement opposé au schéma de privatisation proposé par le ministre en charge des problèmes d'énergie, frère du président Diouf. S'est alors engagée une longue épreuve de force qui a privé le pays d'électricité pendant quelques jours et entraîné des emprisonnements et les licenciements de Sock et de ses camarades. Candidat indépendant aux élections de février-mars, Sock a soutenu Wade pendant le second tour.

10. I. Thioub, M.-C. Diop et C. Boone, *From Statism to Liberalization in Senegal: Shifts in the Nature and Organization of Indigenous Business Interests*, American University, School of International Service, Washington DC, février 1997.



d'anciens notables socialistes déchus, les personnalités politiques du PS menacées par Dieng et les perdants des opérations de privatisation de l'économie. À l'intérieur du PS, de l'administration, des milieux économique et confrérique, se mettaient en place des coalitions hétéroclites mues par une volonté irréductible – visible ou clandestine – de saper l'autorité du premier secrétaire et de « sa bande ».

OUSMANE TANOR DIENG ET LE SYNDROME JEAN COLLIN

En 1996, en réformant son parti et en désignant un premier secrétaire chargé de descendre dans l'arène politique, le président Diouf s'est dégagé de la rude pression politique à laquelle il était continuellement soumis depuis sa prise de fonction. Une telle manœuvre a été politiquement payante, le mettant à l'abri de la contestation qui a suivi les élections de novembre 1996 et les demandes de l'opposition relatives à la mise sur pied d'une Commission nationale électorale indépendante (CENI). Mais c'est cette restructuration qui va favoriser sa chute. Elle a eu pour conséquence, tout en l'isolant, d'ouvrir un espace de contestation et de luttes de positionnement à l'intérieur du PS. La demande d'une gestion et de modes démocratiques de choix des responsables du parti est ainsi devenue plus insistante, d'autant qu'au même moment était accordée aux partis d'opposition, participant au cabinet, la capacité de garder leur liberté de critique de l'action gouvernementale.

Se trouvant au centre de la structure d'arbitrage des conflits politiques et d'intérêts économiques divergents, Dieng a été victime du « syndrome de Jean Collin ». Sa trop grande visibilité l'a inévitablement transformé en cible ouverte. Il est apparu aux yeux des « perdants », de plus en plus nombreux, comme un bouc émissaire parfait, son image de gestionnaire vertueux ayant été fortement mise à mal par lui-même et par certains de ses proches collaborateurs dans l'appareil politique, directeurs de sociétés d'État étant dans les faits des « financiers » du PS, ou hommes politiques impliqués dans des trafics à connotation maffieuse.

Ousmane Tanor Dieng a très vite suscité une grande hostilité au sein et en dehors du PS, du fait notamment de l'épaisseur qu'il a prise au sein de la direction politique et administrative de l'État et de l'absence de toute légitimité politique autre que la confiance du Président et la loyauté abso-

lue dont celui-ci a fait preuve. Sous la conduite de Dieng se mettait en place une tactique offensive destinée à assurer une soumission totale des membres des instances dirigeantes ou des notables locaux ; mais elle n'a pas été soutenue par l'enracinement, les réseaux et l'expertise dont disposait Jean Collin. Dieng pouvait difficilement agir autrement en raison de l'étroitesse de sa marge de manœuvre, de l'ampleur de la contestation des bases de sa légitimité, des propos des opposants insistant sur son « incompétence », réelle ou supposée, et sur certains aspects de sa vie privée. De telles ressources utilisées contre lui se combinaient avec la non prise en compte, par le bureau politique du PS, des transformations profondes de la société sénégalaise.

Afin de consolider le leadership de Dieng, Djibo Kâ et Moustapha Niasse¹¹ ont été écartés des structures de décision politique et administrative. En réaction se mettait en branle un mouvement de dissidence, débouchant sur la constitution de deux forces politiques de premier plan issues du PS, l'Union pour le renouveau démocratique (l'URD, créée en juillet 1998) dirigée par Djibo Kâ, et l'Alliance des forces du progrès (AFP, créée en juillet 1999) dirigée par Moustapha Niasse. Ce dernier disposait notamment d'une importante assise financière, d'un enracinement politique et de réseaux internationaux lui permettant de soutenir la confrontation avec l'entourage de Diouf. Il se révélera d'ailleurs, pendant toute la campagne électorale de février-mars 2000, comme le candidat le plus hostile à Diouf, fermant la porte à toutes les tentatives, entre les deux tours, d'alliance avec celui-ci.

Le renforcement des pouvoirs de Dieng au sein de l'administration et l'élimination progressive de ses adversaires laissaient à penser que Diouf avait fait un choix définitif quant à son successeur. À l'approche des élections de février-mars 2000, la question qui interpellait la classe politique était en effet celle de la succession de Diouf. Il devenait de plus en plus évident, avec l'épaisseur prise par Dieng au sein de la direction politique et administrative de l'État, que ses principaux rivaux, Djibo Kâ et Moustapha Niasse, avaient perdu la bataille auprès du PS. Beaucoup d'observateurs soutenaient qu'en

11. Niasse et Kâ ont tous deux occupé le poste central de directeur de cabinet de Senghor. Le premier de 1970 (au moment où Abdou Diouf est nommé Premier ministre) à 1979, le second de 1979 à 1980, au moment de la démission de Senghor et de l'accession à la présidence de la République de Diouf.



cas de victoire Diouf n'irait pas jusqu'au terme de son mandat¹². Comme Senghor, il démissionnerait selon eux au profit d'Ousmane Tanor Dieng. Ce dernier n'est pas un démagogue, au sens premier du terme. Dépourvu du charisme de Bédié et de Compaoré, et des talents oratoires des autres chefs de parti, il a appliqué au PS les règles d'une gestion strictement administrative et autoritaire, ce qui a eu des conséquences néfastes sur le système de domination politique de Diouf.

Les résultats très controversés des élections de novembre 1996 ont gravement perturbé l'image que la nouvelle direction du Parti socialiste tentait de donner d'elle-même, celle d'une élite capable de moderniser son appareil de direction et d'entretenir avec l'administration des relations en rupture avec la culture du parti unique. Ses tentatives, face à l'adversité interne et externe, de renouer avec des réseaux clientélistes en dissidence – c'est le cas du marabout Cheikh Tidiane Sy ou des relations complexes avec le jeune marabout mouride Modou Kara Mbacké¹³, dont Diouf avait tenté de se défaire – témoignent de l'échec de la modernisation autoritaire du PS. En raison de l'ampleur des irrégularités et des perturbations du scrutin de novembre 1996 – que les Sénégalais avaient pu suivre en direct sur les ondes de la radio privée Sud FM –, et de la recomposition des partis politiques, le président Diouf ne disposait pas des moyens politiques de rejeter en bloc les demandes des partis relatives aux réformes à mettre en œuvre pour assurer la sincérité du scrutin.

À l'issue de ces élections, différents partis politiques, regroupés autour du PDS au sein d'un collectif, se mettaient une nouvelle fois en ordre de bataille pour réclamer une réforme de l'organisation des élections et la mise en place d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI). Dans la première quinzaine d'août 1997, après une phase d'affrontement verbal entre les dirigeants du Parti socialiste, regroupés autour d'Ousmane Tanor Dieng, et le « Collectif des 19 » réclamant l'instauration d'une CENI, le débat fut tranché par la création d'un Observatoire national chargé des élections (ONEL). En créant l'ONEL, le président Diouf a donné satisfaction à la fraction modérée de l'opposition, notamment au segment de l'élite nationaliste. Cette décision présidentielle court-circuitait, par la même occasion, la demande de mise sur pied d'une CENI dont And Jéf/PADS était le plus fervent défenseur. La manière dont Diouf a tenté de répondre à des exigences propres à son ascension, tant en direction de son parti que de l'opposition, a créé une situation

de forte instabilité et de contestation chronique au sein et en dehors de son parti, et ce dans un contexte marqué par un appauvrissement généralisé et, surtout, un désarroi de plus en plus prononcé des jeunes. Les contradictions internes au Parti socialiste donnaient ainsi plus de poids au projet de changement de Wade.

L'EFFRITEMENT DU « NDIGËL ¹⁴ »

En plus de ces contradictions internes au PS et de la tendance à l'unification provisoire de l'opposition, on a observé une érosion du pacte historique noué par Senghor entre l'État-PS et les confréries qui, traditionnellement, appelaient à voter pour le pouvoir. Cette érosion s'est manifestée par une modification des relations de l'appareil central de la confrérie mouride avec l'État, qui s'est traduite par un recentrage de son discours officiel et une fragmentation accrue au sein de la confrérie *tidjane*. Le fait commun à ces deux confréries est l'apparition d'une nouvelle génération de marabouts, celle des « marabouts mondains » qui, contrairement aux chefs soufis, sont plus préoccupés par le commerce et la politique.

La fin de l'hégémonie PS a été accélérée par l'affaiblissement des alliances stratégiques entre les chefs des confréries et le pouvoir central. Ce fait a fortement laminé son soutien rural, durement éprouvé par des années de

12. Une telle situation a évidemment été exploitée par l'opposition en ces termes : « ne votez pas pour Diouf car il n'est pas le vrai candidat », obligeant Abdou Diouf à déclarer qu'il n'avait pas de dauphin et qu'en cas de réélection il irait jusqu'au terme de son mandat. Voir *Sud Quotidien*, 31 juillet 1999.

13. Lors des élections de février-mars 2000, ce marabout a rencontré beaucoup de difficultés dans son soutien au régime. Déjà, le 31 décembre 1999, lors d'une réunion en présence d'Ousmane Tanor Dieng, la masse des fidèles avait manifesté son hostilité à Diouf, lui empêchant littéralement de donner son *ndigël*. Par la suite, lorsqu'il a fait allusion à Abdou Lahat Mbacké pour tenter de justifier son soutien à Diouf, les fils de ce dernier ont violemment réagi à travers la presse. Mais quand, pendant le deuxième tour, il a déclaré, selon *Wal Fadjri* (14 mars 2000), que des « visions nocturnes inspirées par Amadou Bamba » lui ont révélé que Diouf allait vaincre au deuxième tour, la réaction de certains fidèles mourides a vite neutralisé les propos du jeune marabout. Pour plus de détails, lire *Wal Fadjri*, 14 mars 2000. Et lorsque Cheikh Tidiane Sy, une des figures marquantes de la confrérie *tidjane*, un moment opposé à Diouf, a décidé de le soutenir, des érudits musulmans et des hommes politiques ont, sur les ondes des radios privées, argumenté contre de telles consignes de vote.

14. Employé ici au sens de consigne de vote donnée par une autorité religieuse. Sur cette question, on lira avec intérêt l'éclairage de Babacar Sine, dit Doudou, membre des instances dirigeantes du PS, dans *Sud Quotidien*, 13 juillet 1999.



réforme économique¹⁵. La tendance à l'affaiblissement du *ndigël* est une des données de structure du Sénégal sous Abdou Diouf. Elle s'explique par plusieurs facteurs, largement analysés par Sheldon Gellar, et dont les plus importants sont : les conséquences de l'urbanisation sur le contrôle des adeptes par les marabouts ; l'institution de l'isoloir ; la tendance des citoyens à faire la distinction entre l'autorité politique et l'autorité religieuse des marabouts ; la réduction des ressources permettant à l'État d'entretenir une clientèle de plus en plus nombreuse ; et, enfin, l'action des organisations réformistes musulmanes¹⁶.

Le refus de l'administration centrale de la confrérie mouride de s'engager publiquement, par la voix de son khalife, dans l'arène politique, et la fragmentation accrue de la direction de la confrérie tidjane ont favorisé l'émergence d'un espace politique plus ouvert à la compétition. Cette tendance s'est nettement confirmée depuis la fin du khalifat d'Abdou Lahat Mbacké (1989), qui avait joué un rôle de premier plan dans la consolidation du pouvoir de Diouf par son soutien sans équivoque. Depuis lors, aucun khalife mouride n'a donné de consigne de vote en faveur de Diouf ; mais l'appareil central de la confrérie mouride a permis à certains marabouts de négocier directement avec le PS ou le PDS leur soutien politique. Par ailleurs, à force d'appeler à voter en faveur d'un chef de parti pour donner ensuite les consignes contraires, ces marabouts ont effrité la base morale permettant au *ndigël*¹⁷ de fonctionner. Il devenait de plus en plus évident pour les fidèles que de telles consignes résultaient d'un marchandage dont ils ne voyaient pas les effets dans leur vie quotidienne ; de surcroît, les marabouts ne pouvaient pas contrôler leur efficacité au sein des bureaux de vote désormais munis d'isoloirs. En raison des contraintes financières de l'État, il a été difficile pour les dirigeants du PS, depuis la prise de fonction de Diouf, de conserver la loyauté de ces marabouts condamnés, du fait de leurs besoins financiers, à une « transhumance » pathétique entre le PS et le PDS. C'est dans cette logique qu'il faut chercher les causes de la rapidité avec laquelle les alliances se nouent et se dénouent.

En dépit de cette érosion du pacte politique entre le pouvoir et les confréries, on a noté, pendant les élections de février-mars 2000, un discours à forte connotation « religieuse et culturaliste », professé par Iba Der Thiam, candidat de la Convention des démocrates et des patriotes-Garab Gi (CDP), Ousseynou Fall et Cheikh Abdoulaye Dièye. Ce discours religieux a trouvé sa propre légitimation dans le fait démocratique : liberté d'expression, liberté

d'opinion, liberté de culte garanties comme des droits fondamentaux. Cependant, en examinant l'argumentaire du discours religieux, on se rend compte que la référence n'est plus ce qui ancre dans le territoire du droit mais plutôt dans celui de la mémoire. Autrement dit, le texte fondamental n'est pas la référence suprême ; au-delà, il y a notre mémoire, avec sa sacralité ; il y a notre culture, qui est l'impératif catégorique qui doit nous déterminer : dans ce nouveau discours « religieux », le fait démocratique est utilisé pour disqualifier le fait républicain, car il ne le reconnaît pas comme étant au fondement du politique.

L'absence de *ndigël* ou sa fragmentation, le versant moral de la crise et la paupérisation accentuée de la population, ont semblé, pour ces candidats, ouvrir des espaces de mobilisation sur la base d'une adhésion tacite à des valeurs supposées partagées par la grande majorité de la population. Mais les résultats du premier tour indiquent que les Sénégalais, ayant recouvré une citoyenneté, n'ont prêté leur attention qu'aux propos qui avaient un rapport direct avec leurs préoccupations quotidiennes : manger, se soigner, s'éduquer et se former, trouver du travail. Le score des trois candidats Iba Der Thiam, Ousseynou Fall et Cheikh Abdoulaye Dièye¹⁸ ne peut dès lors pas s'expliquer par le vote utile, même si l'élection du premier tour a eu une allure référendaire.

La particularité des élections de février-mars 2000 aura été le désengagement de la population par rapport à toute forme de *ndigël* : les huées essuyées par le jeune marabout mouride Serigne Modou Kara Mbacké, surnommé le marabout des jeunes, lorsqu'il a cité le nom du premier secrétaire du Parti socialiste présent à la manifestation convoquée au stade Demba Diop le 31 décembre 1999, sont un indice patent de l'autonomisation en construction dans la société.

15. Sur le rôle de l'opposition dans ces changements, lire Dialo Diop, « Jeux et enjeux d'un scrutin historique », *Le Matin*, 15 février 2000.

16. Pour plus de détails, voir les travaux de S. Gellar, *Le Climat politique et la volonté de réforme politique et économique au Sénégal* [Rapport préparé pour l'USAID/Sénégal], Dakar, août 1997. Voir aussi K. Mbacké, *La Dynamique de changement dans l'islam sénégalais : constitue-t-elle un frein ou un moteur à une réforme économique et politique?*, Dakar, 1997.

17. Lire, de ce point de vue, l'analyse qu'en fait Mamadou Dia in « Le réveil islamique et les enjeux de la présidentielle », *Wal Fadjri*, 21 février 2000.

18. Les trois candidats ont obtenu respectivement 1,20 %, 1,12 % et 0,97 % des voix. C'est peut-être pour renverser une telle tendance qu'ils ont décidé, en mai 2000, de créer une alliance dénommée *Deggay Mujj* (la vérité finira par triompher) pour préparer les élections législatives de 2001.



Cette volonté de séparer le religieux du politique signifie, d'une certaine façon, que l'individu exige la reconnaissance publique de cette part de liberté qui lui revient de droit. Il s'agit là de mutations sociologiques profondes de la société, qui n'ont été perçues ni par le pouvoir, ni par les marabouts-grands électeurs qui n'ont pas vu la transmutation, du fait de la crise et du pluralisme des médias, du *taalibe* en citoyen. Cette prise en charge par lui-même de son propre choix est sans aucun doute l'innovation sociale la plus importante que l'alternance, en focalisant l'attention de tous sur le politique, ne permet pas d'évaluer à sa juste valeur. Le Président nouvellement élu l'a peut-être perçu en faisant sa prestation de serment au stade de l'Amitié et en recevant publiquement ses ministres, par la magie de la télévision, pour leur donner leur lettre de mission. Le fait d'opter pour la transparence est sans doute le résultat de ce face-à-face avec la figure du citoyen.

LA MISE EN ÉCHEC DE DIOUF

Les procédures sophistiquées mises en place depuis 1981 par la classe dirigeante sénégalaise pour assurer les conditions de sa reproduction expliquent pourquoi, malgré les réformes économiques et la démocratisation du système politique, le PS a dominé si longtemps la vie politique sénégalaise. Mais les années 90 ont provoqué un renversement de tendance. L'exode rural s'est intensifié et le basculement de la population sénégalaise en faveur des villes s'est accéléré, entraînant une transformation radicale des relations de domination et de subordination entre aînés et cadets, entre leaders confrériques et disciples (*taalibé*). Ce changement a élargi les secteurs sociaux qui adoptent des stratégies plurielles pour la sauvegarde de leurs intérêts. Si la *success story* et la révolution passive¹⁹ reposaient, la première sur le leadership rural, la seconde sur la circulation des élites selon une distribution géographique et une structure sociale binaire, paysans/évolués, la complexité acquise par la société sénégalaise au cours des vingt dernières années a donné naissance à des groupes d'une extraordinaire diversité. Groupes qui échappaient totalement à la sociologie politique du PS et à ses modes de mobilisation, de récompense, de sanction et, bien sûr, de construction clientéliste.

Les jeunes se sont massivement engagés dans les procédures de surveillance des élections. Même le milieu rural, qui votait habituellement pour le candidat socialiste, lui a tourné le dos lors du second tour. La mobilisation

des jeunes associée à la complexification sociale ont brouillé le paysage politique de manière radicale, faisant ainsi perdre pied au Parti socialiste. L'alignement du « pôle de gauche²⁰ » derrière Wade et le PDS consacrait la fin des illusions révolutionnaires de la gauche anciennement marxiste sénégalaise. Elle devenait politique d'abord en tirant les conclusions des élections de 1993, à savoir que l'alternance politique n'était possible que sous la conduite d'Abdoulaye Wade et du PDS, et ensuite en prenant conscience que des élections sont gagnées avec des électeurs et non avec des textes, aussi démocratiques soient-ils. Ce déplacement de la mobilisation, de la lutte pour la démocratisation institutionnelle vers la recherche systématique d'électeurs a été renforcé par l'arrivée sur le territoire de l'opposition de Djibo Kâ et de Moustapha Niassé, qui apportaient une nouvelle expertise.

À l'approche des élections de février 2000, l'opposition sénégalaise a surmonté sa fragmentation structurelle grâce à des alliances ayant débouché sur une configuration politique dominée par trois grandes forces : la CA 2000, la Code 2000 et l'Union pour le renouveau démocratique. Ces forces ont réussi à taire leurs désaccords pour exercer un contrôle rapproché du processus électoral à travers les demandes relatives à la fiabilité du fichier électoral, la contestation de l'impression des cartes d'électeurs en Israël²¹, la distribution des cartes et le contrôle du déroulement du scrutin.

La nouvelle démarche oppositionnelle s'est traduite par la pression exercée sur les services du ministère de l'Intérieur intervenant dans le processus électoral, la contestation du choix du président Diouf nommant à la tête de l'ONEL un de ses proches, le débat autour des cartes électorales « sénégalaises » et « israéliennes » ou le trafic de pièces d'état civil et de fausses cartes

19. D. Cruise O'Brien, « Senegal », in J. Dunn (ed.), *West African States. Failure and Promise*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 187, et R. Jr. Fatton, *The Making of a Liberal Democracy, Senegal's Passive Revolution 1975-1985*, Boulder, Lynne Rienner, 1987.

20. Le pôle de la gauche était composé des partis suivants : Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (LD/MPT), Parti de l'indépendance et du travail (PIT), And Jef/Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AJ/PADS), Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU), Union pour la démocratie et le fédéralisme (UDF/Mbolomi).

21. Pour plus de détails sur les péripéties de ce contentieux électoral, lire la résolution du FRTE en date du 10 janvier 2000 dans *Sud Quotidien*, 11 janvier 2000, ainsi que I. Sène, « Le contentieux sur les cartes israéliennes : les tenants et les aboutissants », *Le Matin*, 17 et 18 février 2000. Lire aussi *Walf Fadji*, 11, 26 et 27 janvier 2000.



d'identité²². Le Front pour la régularité et la transparence des élections (FRTE), qui regroupait en son sein cinq candidats à l'élection présidentielle (Abdoulaye Wade, Moustapha Niasse, Djibo Ka, Mademba Sock et Iba Der Thiam), a joué un rôle important dans la sécurisation du processus²³. Il a également organisé une très forte mobilisation autour du fichier électoral. Le point culminant de ces protestations a été la marche organisée le 2 février 2000 pour remettre en cause les conditions de l'impression secrète de cartes d'électeurs en Israël.

Pour la première fois, ces procédures de contestation n'entraînaient ni la recherche d'une confrontation qui aurait aidé le PS à recourir à des procédures exceptionnelles de contrôle de l'ordre public, ni la menace de boycott, qui aurait fait la part belle au parti au pouvoir. En se politisant et en élargissant son personnel par l'adjonction d'un segment en provenance du PS (Kâ et Niasse), l'opposition sénégalaise se posait véritablement en force politique désormais prête à jouer les urnes contre Abdou Diouf.

LES ÉLECTIONS DE L'ALTERNANCE

Les résultats du premier tour proclamés par la Commission nationale de recensement des votes ont mis en évidence la présence de trois principales forces. Sur 2 741 840 inscrits, 1 694 828 ont voté, parmi lesquels on compte 23 385 suffrages nuls. Le candidat Abdou Diouf a obtenu 41,33 % des suffrages, Abdoulaye Wade 30,97 %, Moustapha Niasse 16,76 %, Djibo Kâ 7,09 %. Aucun des autres candidats n'a atteint la barre des 1,5 %, Iba Der Thiam, qui est arrivé à la cinquième place, obtenant 1,20 %, contre 1,12 % pour Ousseynou Fall, 0,97 % pour Cheikh Abdoulaye Dièye et 0,56 % pour Mademba Sock. Les dissidences conduites par Djibo Kâ et Moustapha Niasse ont donc été fatales au Parti socialiste. C'est la raison pour laquelle, dès la publication des résultats, plusieurs tentatives ont été faites auprès de ces derniers pour reconstruire l'unité autour de Diouf.

S'étant inscrit dès le départ dans une stratégie visant à faire perdre ce dernier, Niasse ne pouvait pas faire volte-face. Djibo Kâ, en revanche, après une série de déclarations contradictoires, a finalement rejoint Diouf. Mais ce retournement de veste eut des effets assez limités en raison de la rébellion immédiate des segments de son parti issus de la gauche sénégalaise, qui firent scission et se constituèrent immédiatement en URD/FAL. Ses anciens cama-

rades, tels que Mahmoud Saleh, Doudou Sarr, Aziz Sow, Samba Diouldé Thiam et Kalidou Diallo, ont organisé une « résistance » appuyée par une campagne médiatique de grande envergure, qui a rendu Kâ totalement aphone et l'a marginalisé dans l'opinion en lui collant l'étiquette de « traître », notamment en distillant savamment les rumeurs sur les conditions de son ralliement à Diouf. Un tel allié, rendu encombrant par les « tactiques » dont il a émaillé le deuxième tour, ne pouvait pas être d'un grand secours pour Diouf. L'URD payera d'ailleurs au profit fort le prix des manœuvres de Djibo Kâ, plusieurs responsables de ce parti, à l'intérieur du pays, ayant décidé de choisir le camp de l'alternance.

Le président Diouf a tenté de renverser la vapeur, se lançant dans une politique de charme en direction de l'électorat urbain, notamment de Dakar et de Pikine, qui lui avait largement tourné le dos le 27 février. Les résultats du premier tour ont constitué un véritable choc psychologique pour Diouf et ses collaborateurs. Face à un tel climat d'incertitude et à la rapidité avec laquelle la plupart des chefs de parti ont discuté avec Wade et rejoint le camp de l'alternance, le scrutin du 19 mars était à haut risque pour Diouf et son entourage.

Par une multiplication des lieux de contestation et de mobilisation et par une pratique systématique d'élargissement des fractures au sein du PS, les groupes oppositionnels offraient, aux yeux des Sénégalais, les possibilités d'un compromis entre différentes sensibilités. Ils devenaient ainsi une alternative crédible. Une crédibilité renforcée par la confirmation par Moustapha Niassé de son ancrage dans l'opposition²⁴, par la décision de Wade de le nommer Premier ministre en cas de victoire ainsi que par les tours et détours de Djibo Kâ entre le pouvoir et le Front pour l'alternance (FAL). La presse privée et les jeunes ont également pesé de tout leur poids sur le déroulement du vote. Si les journalistes ont bien été, selon l'expression de Moussa Paye

22. Sur cette question, lire par exemple les reportages publiés notamment dans *Sud Quotidien*, 29 septembre 1999, et *Wal Fadjri* de la même date.

23. Voir la résolution du FRTE en date du 10 janvier 2000 dans *Sud Quotidien*, 11 janvier 2000, et le compte rendu de la marche organisée le 2 février 2000 dans *Wal Fadjri*, 3 février 2000. Lire aussi l'entretien accordé sur la question par M. Niassé à *Sud Quotidien* le 14 janvier 2000.

24. Niassé l'a exprimé de manière très imagée : « La voiture dans laquelle je me trouve est déjà en route et ne peut pas faire marche arrière ». En réalité, Niassé a opposé une fin de non-recevoir à toutes les tentatives de réconciliation avec Diouf.



[Le Rouge], « les vigiles » du scrutin présidentiel, les jeunes ont fait la démonstration, par leur mobilisation, qu'ils étaient les principaux acteurs du changement. Mais une ressource a fortement aidé à discipliner le personnel politique, surtout celui regroupé au sein du Parti socialiste. Les prévisions catastrophiques²⁵ élaborées ici ou là en cas de fraudes électorales et la détermination des leaders de l'opposition à ne pas accepter le fait accompli ont créé une menace qui a favorisé la multiplication des demandes internes et externes en faveur d'un scrutin transparent. Le spectre des exemples nigérien et ivoirien de forces prétoriennes prêtes à intervenir pour « rétablir la démocratie » a fait le reste.

Soutenu par le PS, allié à de petits partis politiques comme le PAI (Parti africain de l'Indépendance), le PLS (Parti libéral sénégalais), le PDS-R (Parti démocratique sénégalais-Rénovation) et le BCG (Bloc des centristes Gaindé) dans le cadre d'une alliance appelée Convergence patriotique, Abdou Diouf était devenu l'ennemi à abattre. Retranché dans son Palais, aussi bien sous Jean Collin (1981-1991) que sous Ousmane Tanor Dieng (1993-2000), il n'a pas vu à temps la lame de fond qui allait l'emporter. Les tentatives menées, en dehors de son parti, pour rassembler ses sympathisants dans le cadre d'organisations gérées par son frère Magued Diouf, et l'idée, vite abandonnée, de mettre sur pied deux directoires de campagne, l'un pour le Président et l'autre pour le PS, montrent bien la perception que l'entourage de Diouf se faisait de l'état dans lequel se trouvait le Parti socialiste. La vieille machine senghorienne, qui avait pourtant surmonté bien des obstacles, était grippée par l'usure du temps. En raison de l'absence de projet mobilisateur et des féroces luttes d'intérêts, elle n'avait plus les moyens de faire face au rejet auquel était soumise la classe dirigeante sénégalaise. Ses principaux dirigeants étaient devenus littéralement aphones face à la pression et à la vigueur de ce que les membres du bureau politique du PS appellent la « demande sociale ». En raison de la détermination de l'opposition, l'administration locale, habituellement favorable au PS, n'avait plus les moyens de désigner à sa discrétion les membres des bureaux de vote. Dans des villes comme Rufisque, où certains clans du Parti socialiste installaient la peur le jour du scrutin, les rapports de forces avaient changé en faveur de l'opposition. La peur avait changé de camp.

Comment, dans ces conditions, renverser ce ras-le-bol général que les jeunes exprimaient à leur façon : *na dem, na dem* (qu'il parte)? Dans le

contexte prévalant à la fin des années 90, il était peu réaliste de croire que les capacités de manœuvre du président Diouf pouvaient à elles seules débloquent une situation sociale et politique aussi complexe. Une partie du personnel politique, de l'opposition ou du PS, avait indiqué à Diouf la nécessité de procéder à une sorte de sacrifice expiatoire, dont la victime avait été clairement désignée : Ousmane Tanor Dieng²⁶. Le Président n'a pas pu passer à l'acte, même s'il l'a évoqué entre les deux tours, sur un mode allusif qui n'a pas convaincu. Il signalait ainsi sa propre perte. L'appui public de Djibo Kâ, l'appel de Serigne Cheikh Tidiane Sy ou les entretiens accordés à la presse privée sénégalaise, traitée pendant des années avec condescendance, n'ont pu le sauver. Entre les deux tours, certains membres des directions des partis continuaient à dire que le PS, devenu le « diable » de cette fin de siècle, avait mis sur pied un plan de fraude en vue de procéder à un « hold up électoral ». C'était sans compter avec les énormes mutations sociales qui avaient amené les jeunes à voter massivement et les populations rurales à se détourner du Parti socialiste.

Au soir du 19 mars, lorsque les radios privées ont commencé à donner les premières tendances du vote, l'écart était trop grand entre le candidat socialiste et M^e Wade, y compris dans les campagnes. Une telle évolution était difficile à inverser, même par l'usage de la force. Pour s'aménager une porte de sortie honorable, et suite aux déclarations faites avant et pendant la campagne, Diouf n'avait plus le choix. Il ne lui restait qu'à féliciter Wade. Ce qu'il fit rapidement. La proclamation des résultats par la Commission nationale de recensement des votes a donné les chiffres suivants : sur 1 666 045 votants, Abdoulaye Wade a obtenu 968 526 voix, soit 58,12 % des suffrages valablement exprimés, Abdou Diouf 687 064 voix, soit 41,88 %. Le Sénégal venait ainsi de basculer dans le camp de l'alternance.

Le fait majeur de cette campagne de février-mars 2000 aura donc été le retour remarqué sur la scène politique de M^e Wade, après une longue absence

25. En fait, plusieurs versions de ces prévisions existent mais dans l'ensemble elles insistent sur le « chaos », le « bain de sang », la « guerre civile ». Elles renforcent la solidité des thèses selon lesquelles de telles prévisions servent à discipliner les ardeurs du personnel politique.

26. Après les élections, la pression s'est accentuée pour faire partir Dieng de la direction du PS, mais ce dernier a fortement résisté. Un compromis fut alors trouvé pour mettre sur pied des commissions destinées à réfléchir sur les réformes.



ayant suscité bien des commentaires sur sa santé ou l'état des finances de son parti. En organisant et en fédérant les différentes forces hostiles au PS, Wade leur donnait un leader et un projet, aussi sommaire et schématique soit-il. Le vieux leader a fait une fois de plus la preuve de la vigueur de ses talents oratoires, de sa profonde connaissance des populations sénégalaises et de sa grande habileté politique, suscitant l'enthousiasme des foules, même quand des analystes l'ont déclaré perdu ou en perte de vitesse. Maître de son propre jeu, il a noué et dénoué ses alliances avec Diouf ou avec les autres chefs de parti en fonction de ses propres intérêts.

LE SÉNÉGAL SOUS WADE: UNE NOUVELLE VERSION

DE LA « RÉVOLUTION PASSIVE » ?

En février-mars 2000, par ses innovations (« marche bleue »), son accoutrement, sa ténacité morale et physique (on le disait malade), son sens de la mise en scène et l'humour corrosif avec lequel il décrivait Abdou Diouf, Abdoulaye Wade a prouvé, encore une fois, qu'il était le dernier des grands hommes politiques africains capables de déclencher de tels enthousiasmes. Le dernier grand tribun ou démagogue africain, selon l'image que l'on se construit de lui. Ses discours s'adressaient principalement aux Sénégalais moyens qui voyaient en lui l'instrument le plus efficace pour prendre leur revanche sur Diouf et ses collaborateurs, accusés de tous les maux, réels ou supposés.

Les dirigeants du PS étaient très affaiblis par les dissidences ouvertes ou latentes notées au sein d'une formation qui a dominé si longtemps la vie politique sénégalaise. La défaite va encore accentuer ces divisions, car plusieurs membres du bureau politique iront ouvertement à l'assaut de Tanor Dieng²⁷. Diouf semble avoir épuisé définitivement son extraordinaire capacité historique à se refaire une santé et à se renouveler après chaque crise. Son échec signe la clôture du siècle de Léopold Sédar Senghor, et l'élection d'Abdoulaye Wade et la nomination de Moustapha Niass à la Primature, le retour des vrais héritiers de l'indépendance, pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Ousmane Blondin Diop. L'un des signes évidents de cette faiblesse a sûrement été de vouloir disputer au PDS le thème du changement (*sopi*²⁸) autour duquel Wade et ses assistants ont bâti leur campagne depuis 1988.

Parmi ceux qui n'ont pas quitté le navire avant les élections, on notait une certaine division quant aux prévisions relatives à l'avenir de leur formation politique. Certains, regroupés autour d'Ousmane Tanor Dieng, ont d'abord affiché une grande confiance, avec des objectifs de victoire de 60 %, ramenés par la suite à 51 % des suffrages. Mais, parmi eux, beaucoup disaient en privé que la victoire serait difficile, et qu'elle serait certainement la dernière. Compte tenu de l'impopularité grandissante de Dieng et de ses collaborateurs, un renouvellement du personnel politique était envisagé, comme manœuvre de décompression, en cas de victoire de Diouf. D'autres prédisaient une défaite de leur formation, soit à la suite de leur appréciation de l'équilibre des forces, soit parce qu'ils avaient délibérément opté pour la stratégie du chaos consistant à faire perdre tout le monde, pour faire échec et mat au schéma présupposé d'une succession en faveur de Dieng.

La clôture du siècle de Senghor n'est pas seulement politique. Elle ouvre une nouvelle période dans la construction heurtée de la société sénégalaise, en favorisant une issue pacifique à une situation sociale et politique assez tendue, celle du Sénégal de février-mars 2000. Il est difficile et hasardeux, au regard de la pauvreté qui caractérise la société sénégalaise, d'affirmer que le moment du *natangue* est déjà advenu, ou même de l'envisager dans un avenir lointain. Mais la démocratisation se consolide et la citoyenneté est en construction. Une construction qui semble ne plus hésiter à s'en prendre au pouvoir des marabouts, qui s'effrite pour laisser la place à un imaginaire religieux plus profond, plus cultivé et moins dépendant d'une autorité confrérique.

La reconstruction politique de la société sénégalaise est une reconstruction morale qui, tout en s'inspirant des textes religieux, chrétiens, musulmans ou encore d'une morale « animiste », s'applique à disjoindre l'espace public de l'espace de la croyance, dans l'élaboration d'une distinction radicale entre le public et le privé, l'individuel et le collectif, le domestique et l'officiel, le masculin et le féminin, le jeune et le vieux. Une série de distinctions et disjonctions qui exigent impérativement une renégociation du compromis postcolonial. Les conditions d'une telle renégociation sont difficiles,

27. Parmi eux, Robert Sagna, Mamadou Diop, Jacques Baudin, Moustapha Kâ et Abdourahim Agne.

28. À cela Wade a répondu : « *Le sopi* a un propriétaire, et c'est moi. »



en raison des nombreuses urgences et de l'espoir suscité au sein des populations par le renversement de Diouf, mais aussi de l'approche des élections législatives prévues en 2001. En effet, la compétition²⁹ entre les deux principales factions de l'alternance, à savoir le PDS et l'AFP, pourrait accélérer l'explosion du front anti-Diouf et créer un climat susceptible d'alimenter des tensions et de détourner le personnel politique de la résolution des problèmes qui interpellent les Sénégalais. Les relations entre la direction de l'AFP et le jeune directeur de cabinet du président Wade sont loin d'être cordiales.

Les défis du Sénégal d'Abdoulaye Wade sont très nombreux. Le premier est celui de l'immensité de l'espoir créé dans le pays par son élection. Au-delà de l'alternance, il faut répondre à l'exigence morale d'une société en dérive, prise dans de multiples soubresauts, à la recherche d'un nouvel axe pluriel de reconstruction. C'est probablement dans ce cadre qu'il faut interpréter certaines des premières décisions de Wade, comme la réouverture du procès de Mamadou Dia, l'audit de la gestion de l'équipe Diouf ou encore la création d'un guichet des droits de l'homme à la présidence de la République. De même, un renouvellement important du personnel de l'armée a été opéré, avec la promotion de colonels qui avaient été bloqués dans leur carrière.

Certes, les politiques d'ajustement structurel demeurent la référence du gouvernement. Elles constituent une contrainte lourde à gérer. Aucune tentative de remise en cause n'est perceptible dans les discours du nouveau pouvoir. Mais de difficiles arbitrages devront être faits, comme, par exemple, entre la poursuite de la production de sucre à Richard-Toll et la libéralisation de l'importation, entre le soutien à la production nationale de riz et l'économie de bazar. La marge de manœuvre du gouvernement est donc étroite. Ce dernier est obligé de tenir compte de ses promesses électorales pour ne pas faire payer à ses composantes un prix très fort lors des législatives de 2001. C'est dans ce cadre qu'il faut situer les décisions relatives à la légère baisse du prix du riz, de l'huile et du téléphone.

On peut également s'interroger sur la capacité de l'équipe de Wade à ramener rapidement la paix en Casamance, comme il s'est engagé à le faire, à préserver les équilibres entre les deux principales confréries du pays, ou entre le Sénégal et ses voisins – particulièrement la Mauritanie et la Guinée-Bissau –, à lutter de manière décisive contre la corruption et à remettre le pays au travail.

La nouvelle classe dirigeante saura-t-elle lire son succès non pas seulement comme une victoire politique et électorale, mais comme la demande résolue d'une nouvelle moralité politique et d'un nouveau contrat social, exprimée par une société prise à la gorge par les conséquences désastreuses des politiques d'ajustement structurel ? Une société sénégalaise qui a montré sa détermination à rendre les politiciens comptables de leurs actes, à résister, à punir et à récompenser ■

Momar-Coumba Diop, IFAN Cheikh Anta Diop de Dakar,
Mamadou Diouf, University of Michigan,
Aminata Diaw, Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

29. Lire, de ce point de vue, la déclaration d'Idrissa Seck, dit Mara (ou le « clone politique de Tanor », pour utiliser l'expression d'un jeune journaliste sénégalais), le directeur de cabinet de Wade et seul ministre d'État du gouvernement de l'alternance, dans le *Sud Quotidien* du 8 mai 2000 : « Je suis en concurrence avec Niasse et je le battraï », et la réaction immédiate des partisans de Niasse : « Mara, reprends-toi avant qu'il ne soit trop tard » (*Sud Quotidien*, 9 mai 2000). Voir aussi *Wal Fadjri*, 10 mai 2000.